

Les faits en question, les idées en réponse !

Arabe classique, Darija et disparition du français



Do You
Speak
Darija ?

De l'oral à l'écrit : Une analyse froide, sans pathos !

BILLET

Tout le monde parle de reconquête... mais personne ne veut vraiment parler comme les jeunes



Vive le débat : Pour ceux qui sont contre la Darija et méritent d'être entendus : L'ombre d'un faux progrès et d'un faux débat car standardiser l'informel linguistique, c'est fracturer l'essentiel et le début des divisions.



EXPERTS INVITÉS

Le secteur informel, « enfant illégitime » d'un capitalisme de connivence.

CHRONIQUEURS

Une situation volontairement ignorée ? ou juste méconnaissable ?

QUARTIER LIBRE

Gaza : Massacre planifié et tragédie hors norme d'un peuple prisonnier



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

SOMMAIRE

04 EDITO

06 RÉGIONAL

09 NATIONAL

20 INTERNATIONAL

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة**
ARRISSALA, SA

Imprimerie Arrissala

I-DÉBATS NUMÉRO 07 - MAI 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHZEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma 

Arabe classique, Darija et disparition du français

Révolution silencieuse du langage marocain !

Mais les usages sociaux, eux, ont suivi d'autres routes. L'écrit numérique a cassé le mur symbolique entre l'arabe dialectal et la textualisation. Aujourd'hui, écrire en darija n'est plus un acte marginal : c'est l'usage majoritaire, voire normatif, dans les sphères numériques où se forment les opinions, les tendances, et les émotions partagées.

Ce que disent les data : la fin d'un tabou ?

L'analytique des usages en ligne révèle une réalité que peu de politiques éducatives ou culturelles avaient anticipée : la darija est devenue la langue de l'échange écrit quotidien pour une immense majorité de jeunes Marocains. Plus qu'une langue, c'est un outil identitaire souple, créatif, inclusif, connecté à la vie réelle.

À l'inverse, l'arabe classique est perçu comme distant, normatif, figé, voire, dans certains cas, étranger au ressenti du quotidien. Quant au français, sa marginalisation dans les interactions numériques le relègue peu à peu à un rôle élitiste ou professionnel, très loin de son influence historique.

Quelles conséquences pour la publicité, l'éducation, les médias ?

Ce basculement annonce une transformation beaucoup plus large. La publicité, dont le langage épouse toujours celui des consommateurs, commence déjà à intégrer des slogans, des jingles ou des vidéos en darija. L'école reste figée dans des dogmes, mais jusqu'à quand ?

Le monde de l'édition, les médias traditionnels, les discours politiques devront tôt ou tard accepter que la darija ne soit plus une simple langue de la rue, mais une langue de narration, d'opinion, et peut-être demain de création littéraire ou journalistique.

Une réflexion urgente, sans tabou ni idéologie

Il ne s'agit pas ici d'opposer l'arabe classique à la darija, ni d'alimenter une guerre de statuts. L'arabe restera toujours la langue du sacré, du lien avec le monde arabe, et du patrimoine. Mais il serait irresponsable d'ignorer le rôle grandissant de la darija comme langue vivante de communication sociale et culturelle.

Le moment est venu d'ouvrir un vrai débat sur le bilinguisme intraculturel arabe/darija, sans fétichisation identitaire ni complexe colonial. C'est l'usage, les pratiques sociales, les préférences du peuple — et surtout de sa jeunesse — qui doivent orienter la réflexion sur les langues d'aujourd'hui et de demain.

Et maintenant ?

Faut-il codifier une darija écrite standardisée ? La reconnaître dans l'enseignement primaire comme langue d'apprentissage ? Créer un corpus de règles et un dictionnaire collaboratif ? Ouvrir des concours littéraires ou journalistiques en darija ?

Lire la suite



Vive le débat : Pour ceux qui sont contre la Darija et méritent d'être entendus : L'ombre d'un faux progrès et d'un faux débat car standardiser l'informel linguistique, c'est fracturer l'essentiel et le début des divisions.

Pour certains, les élections législatives de 2026 s'annoncent ainsi comme les premières vraies élections de ce nouveau monde, un monde où le storytelling numérique, les algorithmes et la darija écrite pèsent parfois plus lourd que les manifestes politiques.

Dans le Maroc numérique d'aujourd'hui, un fait majeur bouleverse silencieusement les fondations du paysage linguistique national. Il ne s'agit pas d'un décret ministériel ou d'une réforme scolaire, mais d'un constat de terrain, massif, empirique, mesurable : la Darija écrite s'impose sur les réseaux sociaux, dans les discussions en ligne, dans les posts, les commentaires, les vidéos courtes. Une récente analyse de millions de données (big data) montre que 90 % des jeunes de 18 à 34 ans écrivent en darija, contre seulement 10 % en arabe classique, tandis que le français semble s'évaporer du radar numérique quotidien.

Ce basculement n'est pas qu'un simple effet de mode générationnel. C'est un phénomène culturel profond, un changement de paradigme qui mérite une réflexion sereine, loin des crispations identitaires ou religieuses.

De l'oral à l'écrit : la revanche de la Darija

Longtemps cantonnée à l'oralité, à l'intime, à la rue, à la chanson populaire ou au sketch télé, la Darija n'a jamais été perçue comme une langue « sérieuse ». L'arabe classique, sacralisé par sa relation au Coran et à l'héritage littéraire, dominait les institutions, les médias traditionnels, l'école et l'administration.



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

QUAND UN RITE RELIGIEUX SE TRANSFORME EN LOTERIE NATIONALE !!

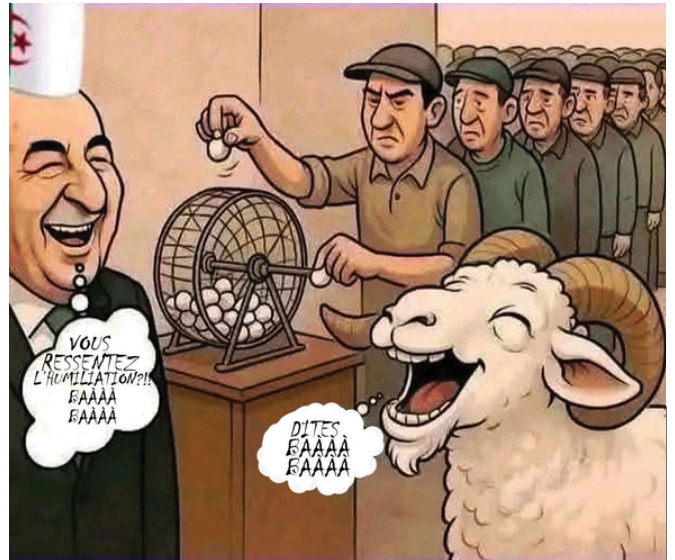
Au lieu de voir le mouton de l'Aïd dans la cour de sa maison, l'Algérien le voit désormais à la télévision, transporté dans des camions militaires, tiré au sort ou vendu avec un livret de famille !

Tebboune voulait montrer que l'Algérie allait bien, mais il l'a exposée au monde comme affamée, courant après un sac de lait ou un mouton avec une carte d'identité... Il voulait prouver que l'Algérie est plus riche que le Maroc, mais il a créé un festival international de moqueries, intitulé : "Qui nourrit le peuple en premier... le mouton ou l'image ?

Symbole de l'échec des politiques économiques et sociales
Le régime militaire algérien a annoncé l'organisation d'un tirage au sort pour la distribution de moutons d'Aïd importés, après que le gouvernement a fixé leur prix... Les citoyens ont dû se préinscrire et attendre dans de longues files bureaucratiques pour participer à ce tirage qui déterminera la baisse du pouvoir d'achat et l'aggravation des souffrances d'un large éventail de la population...



La crise se traduit par des files d'attente interminables. Cette année, les gens font la queue non pas pour des produits de base, mais pour acheter un mouton à un prix fixe et exorbitant de 40 000 dinars, sans possibilité de négociation. Le poids ou la qualité du mouton n'entrent pas en compte. Dans une logique d'égalité paradoxale, chacun est traité de la même manière, malgré les différences. Des scènes de foule désespérée et prête à l'affrontement circulent en ligne, laissant craindre des débordements...



Lorsque Tebboune a décidé de rassasier les Algériens pour contrarier le Maroc, l'intention est passée de "politique nutritionnelle" à "spectacle mondial"... Le régime militaire algérien s'est lancé dans une course contre la montre pour prouver à son peuple qu'il est une puissance majeure... Mais il tombe constamment dans le piège de l'incompétence politique et ridiculise son régime militaire aux yeux des nations et des peuples... Ce régime étrange a voulu démontrer aux Algériens qu'ils pourraient acheter le mouton de l'Aïd malgré les difficultés agricoles, en recourant à l'importation de moutons de l'étranger... Mais c'est là que commence la farce politique...

Un tirage au sort. Pour un mouton... Non, ce n'est pas un sketch des inconnus revisité à la sauce des ennemis, mais bien la dernière invention des autorités algériennes... Pour avoir la possibilité d'acheter un mouton importé, les candidats doivent fournir leur carte d'identité, leurs coordonnées bancaires, et prier, non pas pour l'Aïd, mais pour être sélectionnés. Ironie du sort, qu'il soit vivant, comestible ou déjà périmé, l'acheteur est contraint de régler la somme. Pas de retour, pas de remboursement. Une bénédiction sous conditions...

Rédigé par Adnane Benchakroun

[Lire la suite](#)

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

ÉCONOMIE INFORMELLE AU MAROC : UN LIBÉRALISME CRÉATEUR DE RICHESSE ET UN PILIER SOCIAL

Le récent rapport régional de la Banque mondiale, publié en avril 2025, présente l'économie informelle au Maroc comme un frein majeur au développement économique, soulignant que 83 % des entreprises y évoluent hors du cadre légal. Selon cette institution cela limiterait la croissance, la productivité et la formalisation du secteur privé.

Ce point de vue, qui confond probablement économie informelle et fraude économique, bien qu'appuyé par des données sur la faible croissance et les obstacles structurels, mérite une critique nuancée qui met en lumière les aspects positifs et dynamiques de l'économie informelle, notamment en tant qu'expression d'un libéralisme créateur de richesse, une soupape sociale, un créateur d'emplois et un facteur de stabilité politique.

Le discours développé par la Banque Mondiale à ce sujet devrait plutôt être accueilli avec circonspection.

La prise en compte de cette manne économique au contraire permettra de revisiter intelligemment les critères de calcul et d'appréciation de la croissance, la rendre plus intelligente et surtout plus liée au réalisme des choses. Ainsi le Taux de croissance du Maroc par exemple serait probablement beaucoup plus élevé que ce qui est affiché.

Contrairement à la vision qui la présente comme un poids, l'économie informelle au Maroc joue un rôle crucial dans la création d'emplois et la génération de revenus, surtout pour une grande partie de la population. Le secteur informel représente entre 60 et 70 % de l'emploi total au Maroc et contribue à hauteur de 40 à 60 % du PIB, avec une forte concentration dans les micro-services et le micro-commerce, qui constituent 91 % des emplois informels. Cette dynamique illustre une forme de libéralisme économique spontané, où des acteurs individuels, souvent mono-artisans ou petits commerçants, s'engagent dans des activités entrepreneuriales sans attendre l'intervention ou la régulation étatique.

Cette économie informelle est donc une manifestation concrète du libéralisme économique au sens d'Adam Smith, où la « main invisible » organise les échanges et harmonise les intérêts individuels et collectifs, contribuant ainsi à la richesse globale. Elle permet à des millions de Marocains de survivre, d'échapper au chômage et de participer à la vie économique, ce qui est une forme de libéralisme créateur de richesse à la base et non d'une tare.



L'économie informelle agit aussi comme une soupape sociale essentielle. En l'absence d'amortisseurs sociaux solides comme l'assurance chômage ou la protection sociale qui est en train tout de même des se mettre en place, elle offre un filet de sécurité aux populations vulnérables, notamment dans les zones rurales et urbaines pauvres. Cette fonction sociale contribue à la stabilité politique en entraînant les frustrations liées au chômage et à la pauvreté ne débouchent sur des tensions sociales majeures.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) n'a-t-il pas souligné que l'informel permet une offre de biens et services adaptés au pouvoir d'achat des classes modestes, entraînant ainsi une exclusion économique plus grave. Cette régulation sociale par l'économie informelle est un facteur de cohésion et de résilience face aux crises économiques. Cela a été évident pendant la période du Covid.

L'économie informelle offre également une flexibilité que le secteur formel ne peut pas toujours garantir.

Une situation volontairement ignorée ? ou juste méconnaissable ?



Nos femmes marocaines brodeuses, tisseuses, potières, couturières, peleuses, bijoutières et autres, ..., sont en réalité des femmes actives, travailleuses, créatrices grâce à un savoir appris, le seul disponible pour elles !

Celles qui brodent, tissent, fabriquent des poteries ou des bijoux, coudent, encore à ce jour, et elles sont nombreuses, le font certes pour perpétuer le savoir, mais le font surtout car il est le seul moyen qui leur permet de gagner leur vie et d'assurer leur autonomisation et de là leur dignité.

Reconnaître la quête de ces femmes vers leur autonomisation, est une obligation sociale.

Le savoir traditionnel détenu par ces milliers de femmes devrait être appréhendé comme une économie du savoir.

Le Maroc dispose d'un vivier de 242 000, emplois potentiels officiellement recensés par le HCP.

Nous nous devons de les impliquer dans le tissu économique en changeant notre approche. Et la première est de cesser de réfléchir uniquement artisanat, mais plutôt outils économiques disponibles et couvrant l'ensemble du territoire marocain.

Les détentrices des savoirs traditionnels sont de réelles actrices de notre économie, au même titre que celles qui sont actives dans divers autres secteurs de l'économie.

SAHARA, L'AVALANCHE !

Après des dizaines de pays reconnaissant explicitement la marocanité du Sahara et près de 120 louant la proposition marocaine comme « bonne base de règlement », voilà que grossissent les rangs des Etats qui la pensent comme « la seule et la plus pertinente ». Puis la France s'est ajoutée, importante au regard de son passé dans la région, après les Etats-Unis, importants tout court, et ensuite, récemment, le Kenya, dont l'importance sur le continent africain et au-delà est connue. La diplomatie marocaine a imprimé une allure d'avalanche à son rythme.

Que fait une avalanche ? Elle part d'un éclat de tonnerre ou d'une quelconque déflagration, grossit à mesure qu'elle dévale sa montagne, rafle tout sur son passage et effraie, ou au moins impressionne les autres qui regardent. Pour l'avalanche diplomatique concernant le Sahara, la déflagration avait pris la forme du désormais fameux tweet de Donald Trump le 10 décembre 2020 ; puis l'avalanche a « englouti », englobé, nombre d'Etats de par le vaste monde, les raflant au passage ; et, enfin, les pays qui restent sur leurs positions d'antan ou qui se montrent indifférents sont de plus en plus portés par l'élan, impressionnés par la qualité des capitales qui se rapprochent de Rabat. Il est certes vrai qu'utiliser une parabole neigeuse pour le Sahara est assez étrange, mais cela vaut mieux qu'un mirage...

Tout cela, il faut le reconnaître, est le fruit du travail, de l'organisation, de l'imagination et de la constance de la diplomatie marocaine. Lui, s'en défendra bien évidemment mais Nasser Bourita est la cheville ouvrière de cet éclat diplomatique. Le changement de doctrine de son ministère, il était derrière ; la diplomatie offensive, c'est lui ; la stratégie des consulats, c'est encore lui ; l'Accord tripartite, c'est toujours lui ; la formation, la polyvalence et le plurilinguisme des diplomates, c'est encore et toujours lui. Hors Abdellatif Filali, qui avait un statut particulier, M. Bourita sera le ministre des Affaires étrangères qui sera resté le plus longtemps en fonction, et il l'est toujours.

Maîtrisant ses dossiers, bourreau de travail, portant fidèlement la vision stratégique dessinée au plus haut niveau de l'Etat, architecte de la nouvelle structure du ministère, Nasser Bourita est, avec Moulay Ahmed Laraki et Mhamed Boucetta, le ministre qui aura imprimé sa marque à sa fonction et qui aura conduit la très forte avancée de la cause nationale du Sahara, sachant se rendre indispensable.

Au moment où les choses s'accroissent en effet, que le Royaume-Uni vient s'ajouter aux soutiens du Maroc et que le Kenya frappe un grand coup de pied dans la fourmilière diplomatique africaine,

Lire la suite



En ce doux et chaud après-midi d'un dimanche pré-estival, la nouvelle est tombée, glissant des uns aux autres par la grâce des « messages transférés plusieurs fois », des SMS, des partages, des appels téléphoniques... Le Royaume-Uni reconnaît la marocanité du Sahara ! Enfin, pourrait-on dire, quoiqu'en réalité, pas tout à fait, mais c'est tout aussi bien. Après la France qui a sauté le pas, les Etats-Unis qui ont confirmé leur saut et daba le Royaume-Uni qui saute aussi, et de justesse, dans le train qui prend déjà de la vitesse, la question du Sahara prend l'allure d'une avalanche.

Le Royaume-Uni est donc le 3ème Etat membre permanent du Conseil de sécurité à s'aligner sur la position du Maroc. Reconnait-il le Sahara comme partie intégrante du Maroc, comme la France ou les Etats-Unis ? Non, pas vraiment, mais le chef de la diplomatie britannique est venu un dimanche de juin à Rabat pour déclarer que son pays « considère la proposition d'autonomie, présentée [par le Maroc] en 2007, comme la base la plus crédible, viable et pragmatique pour un règlement durable du différend (...), et continuera d'agir sur le plan bilatéral, notamment en matière économique, ainsi que sur les plans régional et international, conformément à cette position, afin de soutenir le règlement du différend ». S'en suivent une mention sur l'« urgence » à régler cette question, rappelant les propos de Marco Rubio et de Staffan De Mistura, puis sur la nécessité « de faire avancer les choses », évoquant ici les termes de l'ambassadeur de France à l'ONU en octobre dernier. Les Anglais s'arriment quand, comme et à qui ils peuvent, sentant les choses leur échapper et pressentant les avantages à suivre leurs alliés occidentaux.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



A L'ÉPREUVE D'UNE CRISE D'ÉTHIQUE

Dans le Maroc d'aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes, les chantiers abondent, l'allure du pays surprend parfois. Pourtant une sourde frustration traverse la société. A quoi tient donc ce malaise diffus qui, malgré les réussites, empêche l'enthousiasme de devenir adhésion pleine ? Dans cette chronique, Naïm Kamal évoque l'absence d'un ingrédient essentiel : l'exemplarité.

Un quart de siècle de métamorphose

Il y a des chiffres qui valent mieux qu'un discours. De 2014 à aujourd'hui, la pauvreté multidimensionnelle a reculé de 11,9% à 6,8%. Le Maroc est aussi entré dans le cercle des pays à développement humain élevé avec IDH de 0,710. Peut mieux faire, mais ce n'est pas rien. C'est même historique.

A l'horizon 2030, dont il partage l'organisation, il voit ses chantiers, réalisés ou en cours, s'amplifier : infrastructures, réseaux de transport toutes catégories, zones franches, pôles industriels... Ce qui se bâtit et prend forme, c'est une architecture de puissance régionale en émergence. Tanger Med est le symbole magistral, bientôt relayé par Dakhla Atlantique. Le Maroc parle désormais de hubs et de la connectivité mondiale. Dans ce sillage, des villes se transforment et s'embellissent. Rabat en est le fleuron.

Ce que l'on appelle le "modèle marocain" repose sur une diversification économique : le solaire de Noor Ouarzazate, en dépit de ses couacs, l'industrie automobile, quand bien même serait-elle en silos, l'aéronautique, l'agriculture résiliente, témoignent d'une volonté ferme et d'une persévérance remarquable.

Patiemment, la diplomatie a consolidé ses alliances en Afrique, renforcé les ponts avec l'Europe, les Etats Unis et les pays du Golfe, sans rien négliger des autres pôles d'attraction dans le Sud Global. Elle a en même temps sorti le dossier du Sahara de l'ornière diplomatique dans il se trouvait vingt-cinq ans auparavant.

Il faut le dire sans détour : dans un environnement régional et international instable, le Maroc offre une rare image de constance.

Réformes, droits et institutions, le délicat jeu des équilibres L'évolution n'est pas seulement économique. Le Maroc a amorcé, parfois dans la douleur, des réformes sociétales structurantes. Le Code de la famille révisé en 2004 est sur le point d'évoluer à nouveau. La régionalisation, bien que lente, grignote le centralisme. La difficile et couteuse généralisation de la couverture médicale est en marche. L'INDH continue de soulager les impatiences sociales et d'en panser les angles morts.

[Lire la suite](#)



Politiquement, la Constitution de 2011 a redressé le jeu institutionnel sans jamais rompre le fil de la centralité de la monarchie. Mohammed VI a maintenu les équilibres d'un Royaume qui s'ouvre, sans se perdre.

La résilience du Maroc ne fait plus débat. Le pays a su traverser une sécheresse longue et sévère sans pénurie et sans perturbation de son marché intérieur, gérer la pandémie de Covid-19 de manière saluée à l'international, absorber l'onde de choc de la guerre en Ukraine avec une remarquable capacité d'adaptation, ou encore de faire face aux conséquences d'un séisme dévastateur en suscitant un élan de solidarité nationale qui rassure sur le Maroc et les Marocains, et témoigne de la force du lien social et de la confiance dans la Nation.

Pourtant, à l'ombre de ces avancées et de cette réalité, une question lancinante s'impose : pourquoi ce sentiment que quelque chose ne va pas et quelle en est la source ?

La Fracture morale

Le doute, le scepticisme ambiant ne viennent pas de l'absence de progrès. Ils viennent de leur trahison. Les Marocains capables du meilleur, le sont aussi du pire. Le scandale des diplômés monnayés à l'université d'Ibn Zohr, à Agadir, loin d'épuiser ses répliques ; celui qu'on commence à évoquer à Oujda ; la récurrence annuelle de la fraude aux examens de baccalauréat... ce ne sont pas des incidences, mais des symptômes. Rapportés à l'indice de perception de la corruption de Transparency International, 37/100, 99^e rang mondial, plaçant le Maroc au-dessous de la moyenne internationale, disent forcément quelque chose sur ce qu'il faudra bien appeler une crise d'éthique. Car, in fine, des affaires ce réduisent à ce qu'elles sont, la face émergée de quelque chose de plus profond qui sape la confiance, brouille le récit national et font peser sur les épaules du pays une fatigue morale qui leste ses élans.



DIJIIIR FOLLOW!!



**SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS**

@lodjmaroc

SAHARA MAROCAIN : QUAND LE RÉALISME DEVIENT UN ENGAGEMENT, ET LE SILENCE UN FARDEAU

Un tournant décisif s'opère autour de la question du Sahara marocain. Trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité — les États-Unis, la France et le Royaume-Uni — ont désormais levé toute ambiguïté : leur soutien au plan marocain d'autonomie est franc, assumé, et fondé sur une conviction partagée — celle que cette initiative constitue une solution sérieuse, crédible et durable à un conflit longtemps figé dans des postures idéologiques.

Ce positionnement ne relève pas de la seule rhétorique diplomatique : il reflète un réalignment stratégique du consensus international, orienté vers une lecture réaliste des enjeux, loin des chimères d'un référendum irréalisable, promu par des logiques révolues.

Dans ce contexte, une question s'impose avec acuité : jusqu'à quand la Chine et la Russie continueront-elles de s'abriter derrière une neutralité prudente, alors même que le reste des grandes puissances choisit de se positionner avec clarté en faveur d'une solution politique responsable ?

Le temps des équilibres stériles est révolu

Le référendum n'est plus une option. Ce n'est pas une opinion, c'est un fait politique, diplomatique et juridique entériné par les résolutions successives du Conseil de sécurité et confirmé dans les rapports du Secrétaire général des Nations Unies. Ce projet, devenu au fil du temps un symbole d'immobilisme, ne dispose ni d'assise populaire, ni de légitimité démocratique, ni même d'horizon stratégique. Il sert davantage à prolonger le conflit qu'à le résoudre.

À l'inverse, l'initiative marocaine d'autonomie s'inscrit dans la logique du possible et du bénéfique, tant pour la région que pour l'ordre international. Elle offre un compromis viable, respectueux de la souveraineté du Maroc, tout en garantissant aux populations concernées un cadre institutionnel avancé et un développement soutenu.

La Chine et la Russie face à leurs responsabilités globales

La Chine, puissance attachée au principe de souveraineté et promotrice d'un multilatéralisme pragmatique, ne peut ignorer que le Maroc est un partenaire stratégique majeur sur le continent africain. Sa stabilité politique, son engagement dans les grands projets d'intégration sud-sud, son rôle de passerelle entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe : tout plaide pour un alignement de Pékin avec une solution qui garantit la stabilité régionale.



Quant à la Russie, qui cherche à étendre sa présence hors de l'espace eurasiatique, persister dans l'ambiguïté sur un dossier aussi sensible affaiblit sa crédibilité. Peut-elle d'un côté plaider pour l'intangibilité des frontières ailleurs, et rester muette quand il s'agit de l'intégrité territoriale d'un État ami, souverain, et reconnu pour son rôle stabilisateur en Afrique du Nord et au Sahel ?

Le courage de la clarté

Nous ne sommes plus dans un temps de luxe diplomatique. Le réalisme n'est plus un choix, il est un impératif moral et stratégique. L'histoire en marche n'attend pas les prudences éternelles. Dans un monde en recomposition, les silences prolongés deviennent des prises de position implicites, souvent interprétées comme un désaveu du droit ou un aveu d'impuissance.

Le Maroc, pour sa part, ne réclame pas des marques de solidarité complaisantes. Il attend des partenaires internationaux des positions souveraines, responsables, alignées sur les principes de paix, de stabilité et de coopération gagnant-gagnant.

La communauté internationale est en train de trancher. Elle choisit la clarté, la paix, la durabilité. Il appartient désormais à Pékin et à Moscou de dire si elles souhaitent accompagner ce mouvement historique, ou s'en exclure par défaut.

Le moment de vérité est arrivé.

Et l'Histoire, elle, ne suspend jamais son jugement.

LA DOUARA QUI FAIT TOURNER LES TÊTES...

Ah, qu'ils tiennent tous à la « douara » du mouton ! Le Chef de l'État a beau leur dire de s'abstenir de s'abstenir de sacrifier le mouton cette année par souci de préservation du cheptel, rien n'y fait !

Alors, afin d'éviter d'avoir des soucis avec les Moqadem le jour de l'Aïd et même avant, en cas d'achat prohibé de mouton, beaucoup se rabattent sur les abats de mouton, la fameuse douara...

Du coup cette « tournante » s'envole sur les étals des bouchers atteignant des prix stratosphériques...

Définition : la douara, c'est l'ensemble des entrailles du mouton : ses intestins, sa rate, son colon, son rectum et jusqu'à son anus...

D'habitude on ne mange pas la douara le jour de l'Aïd par mesure sanitaire car il faut la laver à grandes eaux et la laisser macérer au moins durant vingt-quatre heures avant de la déguster, histoire d'éliminer tous les acides, microbes et autres bactéries qui siègent dans la flore intestinale du mouton...

Et malgré cela, les abats demeurent un plat fort indigeste, mais les épices qu'y mettent les bonnes cuisinières qui savent les préparer, les rendent incontournables les jours suivant l'Aïd.

J'avais un défunt oncle dénommé Moha, juge de son état, qui le jour de l'Aïd, s'il ne mangeait pas la douara que khalti Yamna devait absolument lui préparer, il était capable de la condamner à la cuisine à perpétuité sans possibilité de liberté provisoire jusqu'à ce qu'elle lui prépare son plat préféré... Pour lui l'Aïd c'était la douara d'abord et le reste venant après... Paix à son âme !

Le foie et le cœur, quant à eux, font l'objet d'une autre préparation culinaire spéciale et les marocaines sont les championnes du monde de la préparation du foie d'ovins et de bovins mélangés à des épices dont elles ont le secret, rendant cette organe fort délicieux à la bouche, malgré son insipidité...

La tête du mouton n'est pas en reste, tant qu'à faire, les neurones, les joues, la langue sont extirpés, brochés ou cuits selon la recette et la région... Tout est bon dans le mouton !



C'est en tous cas très difficile de se détacher d'habitudes ancestrales relative à la fête du sacrifice du mouton en le dévorant en famille, toutes papilles dehors ! Et les marocains adorent leurs fêtes carnées et carnassières, excellents viandards qu'ils sont !

C'est surtout l'occasion de se retrouver en famille, et de partager le sacrifice d'Abraham. D'ailleurs celui-ci aurait reçu de Dieu, via le Glovo céleste, un mouton pour éviter d'égorger son fils Ismaël en guise d'offrande au créateur. Des dizaines de siècles plus tard, nous les ismaélites, nous sommes presque acculés à acheter et sacrifier le mouton pour fêter ce souvenir, même si ce n'est pas une obligation dans notre religion islamique.

Mais que voulez-vous ? Les offrandes aux dieux ou à Dieu ont toujours existé dans toutes civilisation avant et après les religions polythéistes ou monothéistes. Quelque part c'est l'être humain qui a cherché et trouvé le moyen pratique de remercier ses protecteurs célestes ou son créateur divin pour tout ce qu'il lui a permis de vivre, même s'il est fauché et sans le sou et éviter ainsi de devoir tuer ses enfants...!

Le sang purificateur a toujours eu une haute valeur symbolique dans les rituels à travers les âges et les civilisations aussi. Calmer la colère de la terre, l'irriguer par le sang permet de nourrir les esprits protecteurs.

Dans mon métier d'architecte, il est toujours de coutume de sacrifier un ou plusieurs moutons à chaque coulage de dalle de béton, des fondations aux étages, afin que le chantier ne connaisse pas de drames, ni de retards. Il est aussi de coutume d'organiser un Couscous pour l'ensemble des ouvriers avec la viande des moutons sacrifiés.

[Lire la suite](#)

LE SECTEUR INFORMEL, « ENFANT ILLÉGITIME » D'UN CAPITALISME DE CONNIVENCE.

Les résultats de l'enquête 2023/24, relative au secteur informel, viennent d'être publiés par le Haut-Commissariat au Plan. Cette enquête, comme les précédentes (1999, 2007, 2014) couvre l'ensemble du territoire national, en milieu urbain et rural, et prend en compte toutes les formes d'unités informelles : celles installées dans un local fixe, celles exerçant à domicile et celles en situation mobile ou sans local. Toutefois, elle exclut certaines catégories, notamment les unités agricoles, la production pour usage propre, et le personnel domestique employé par les ménages à titre privé. Elle a couvert, un échantillon de 12391 unités de production sur l'ensemble du territoire national et sur une période de 12 mois pour tenir compte de la saisonnalité de leurs activités.

Quel est le poids économique et social de ce secteur ? Comment il fonctionne et quelles sont ses dynamiques internes et externes ? Autant de questions qui se posent à la lecture du rapport du HCP. Avant d'apporter des éléments de réponse, rappelons brièvement quelques données chiffrées relatives à ce secteur.

Des unités de production sans localisation.

Le secteur compte environ 2,03 millions d'unités de production informelles (UPI) en 2023, soit une augmentation de plus de 353 000 unités par rapport à 2014. Cette croissance est principalement urbaine avec 77,3% des UPI localisées en milieu urbain, et une forte concentration dans la région de Casablanca Settat (22,7%). Le commerce constitue la principale activité, avec 47% des UPI, bien que sa part ait diminué au profit d'une progression des services (28,3%) et du BTP (11,6%). Les UPI sont majoritairement de très petite taille, 85,5% sont constituées d'une seule personne.

Plus de la moitié des UPI (55,3%) n'ont pas de local professionnel fixe, et une proportion de 4,6% exerce à domicile. Ces taux varient nécessairement selon le secteur d'activité.

Un tiers des travailleurs exercent dans l'informel

En 2023, l'emploi dans le secteur informel représente 33,1% de l'emploi non agricole en baisse de 3,2 points par rapport à 2014. Cette diminution est enregistrée dans les secteurs de l'industrie et des services (de 37,2% à 29,3% et de 21,5% à 20,6% respectivement) accompagnée d'une hausse dans le commerce et le BTP (de 68,5% à 69,8% et de 21,4% à 25,3% respectivement). En volume, l'emploi du secteur informel est passé de 2,37 à 2,53 millions entre 2014 et 2023, soit 157 000 emplois créés.

Le commerce concentre 44,1% de l'emploi du secteur informel, suivi des services (28,7%), de l'industrie (15%) et du BTP (12,2%). L'emploi du secteur informel est majoritairement urbain (77,6%), et la région de Casablanca-Settat en regroupe 23,2%, suivie de Marrakech-Safi (14%) et de Rabat-Salé-Kénitra (12,9%).

Le salariat ne représente que 10,4% de l'ensemble de l'emploi du secteur informel. Plus de 77% des salariés ont été recrutés via l'entourage familial ou les amis et 60% ne disposent d'aucun contrat.



'informel produit 11% de la richesse nationale....

Entre 2014 et 2023, le chiffre d'affaires annuel du secteur informel est passé de 409,4 à 526,9 milliards de dirhams, soit une progression de 28,7%. Cette hausse reste modérée avec un taux de croissance annuel moyen de 2,6%. La production informelle a également progressé, atteignant 226,3 milliards de dirhams en 2023, soit une augmentation globale de 22,3%. Malgré cette augmentation en valeur absolue, la part du secteur informel dans la production nationale hors agriculture et administration publique est passée de 15% en 2014 à 10,9% en 2023.

Le commerce demeure le secteur principal dans la structure de la production du secteur informel, bien que sa part ait légèrement diminué, passant de 34,7% en 2014 à 30% en 2023. En revanche, les services affichent une progression significative, atteignant 24% en 2023 contre 18,6% en 2014. Le secteur du BTP se maintient de manière stable autour de 18,4%, contre 18,1% en 2014. Par ailleurs, la part de l'industrie dans la production du secteur informel a légèrement reculé, passant de 28,6% à 27,7%.

Le secteur informel a généré 138,97 milliards de dirhams de valeur ajoutée en 2023, en hausse par rapport à 2014 (103,34 milliards de dirhams), avec un taux de croissance annuel moyen de 3,06%. Sa contribution à la valeur ajoutée nationale hors agriculture et administration publique est passée de 16,6% en 2014 à 13,6% en 2023. Le commerce reste le principal secteur contributeur (38,9% contre 43,1%), en recul, au profit des services (25,6% contre 19,9%) et du BTP (14,8% contre 14,3%). L'industrie, quant à elle, voit sa part diminuer de 22,8% à 20,8%.

Le secteur informel se développe à l'ombre du secteur formel. Autrement dit, c'est le secteur formel qui génère l'informel d'une façon directe et indirecte. On le voit bien dans les cas de Casablanca,

[Lire la suite](#)

TOUT LE MONDE PARLE DE RECONQUÊTE... MAIS PERSONNE NE VEUT VRAIMENT PARLER COMME LES JEUNES

LE DISCOURS SUR LA PERTE DE CONFIANCE DEVIENT UN ALIBI

Dans chaque forum, chaque conférence, chaque sortie médiatique, les mêmes mots tombent, lestés de gravité : fracture générationnelle, abstention record, perte de confiance dans les institutions, désintérêt des jeunes pour la chose publique. Le constat est clair, chiffré, documenté. Selon le dernier rapport du HCP, une majorité de jeunes Marocains n'a ni envie de voter, ni envie d'adhérer à un parti, ni même de débattre avec ceux qui les représentent. Pourtant, ces jeunes sont ultra-connectés, ultra-engagés sur certains sujets et souvent très lucides.

Alors d'où vient le problème ? Pourquoi ce que l'on appelle « reconquête » ou « réengagement » de la jeunesse reste-t-il une coquille vide ?

Peut-être parce que ceux qui le réclament refusent d'aller là où cette jeunesse vit, parle, pense, crée. Ils affirment vouloir la comprendre, mais refusent d'apprendre sa langue. Ils se lamentent du désamour, mais persistent à aimer leur propre reflet.

Quand on parle d'adapter le langage politique aux jeunes, la réaction immédiate est : "On ne va pas niveler par le bas". C'est devenu une réponse réflexe, presque défensive, des politiciens, des éditorialistes, des intellectuels de plateaux. Cette crainte de "devenir TikTok-compatible" est perçue comme un renoncement à la hauteur du débat, une trahison du sérieux.

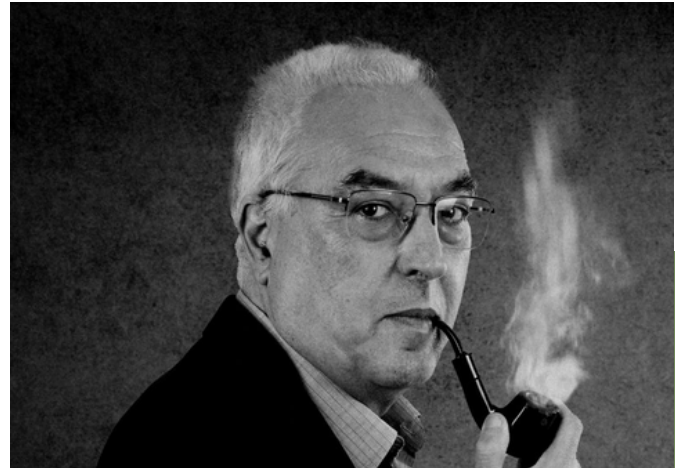
La jeunesse marocaine vit dans une autre temporalité, une autre grammaire, une autre culture de la preuve (celle du vécu, pas de la promesse), et surtout, une autre attente de sincérité. Elle ne cherche pas des figures parfaites. Elle cherche des gens qui parlent vrai. Qui savent dire "j'ai eu tort", "je ne sais pas", "je vais essayer autrement".

Le fond du problème est peut-être là : la politique marocaine reste profondément verticale. On parle aux gens. On ne leur répond pas. On les informe. On ne discute pas. On promet. On n'écoute pas. Et quand on leur tend le micro, c'est souvent pour la photo, pas pour le fond.

Cette verticalité rend toute stratégie numérique suspecte. Une vidéo qui marche ? On l'accuse de populisme. Un discours qui parle avec humour ? On crie au nivellement. Une campagne qui crée du buzz ? On y voit une perte de noblesse. À force de fuir la forme, on abandonne le fond.

Il est temps de changer de matrice mentale, pas juste de conseiller digital. Il ne s'agit pas de "trouver des influenceurs pour parler aux jeunes". Il s'agit de faire émerger des figures politiques jeunes, de co-écrire les récits de campagne avec eux, de leur laisser les clés des outils numériques du parti, et surtout, de les prendre au sérieux.

[Lire la suite](#)



Dans chaque forum, chaque conférence, chaque sortie médiatique, les mêmes mots tombent, lestés de gravité : fracture générationnelle, abstention record, perte de confiance dans les institutions, désintérêt des jeunes pour la chose publique. Le constat est clair, chiffré, documenté. Selon le dernier rapport du HCP, une majorité de jeunes Marocains n'a ni envie de voter, ni envie d'adhérer à un parti, ni même de débattre avec ceux qui les représentent. Pourtant, ces jeunes sont ultra-connectés, ultra-engagés sur certains sujets et souvent très lucides.

Alors d'où vient le problème ? Pourquoi ce que l'on appelle « reconquête » ou « réengagement » de la jeunesse reste-t-il une coquille vide ?

Peut-être parce que ceux qui le réclament refusent d'aller là où cette jeunesse vit, parle, pense, crée. Ils affirment vouloir la comprendre, mais refusent d'apprendre sa langue. Ils se lamentent du désamour, mais persistent à aimer leur propre reflet.

Quand on parle d'adapter le langage politique aux jeunes, la réaction immédiate est : "On ne va pas niveler par le bas". C'est devenu une réponse réflexe, presque défensive, des politiciens, des éditorialistes, des intellectuels de plateaux. Cette crainte de "devenir TikTok-compatible" est perçue comme un renoncement à la hauteur du débat, une trahison du sérieux.

MARRAKECH 2025 : LE ROI MOHAMMED VI DÉFINIT LE NOUVEAU « MOMENT AFRICAIN » POUR L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

À l'occasion du Forum « Ibrahim Governance Weekend » à Marrakech, le Roi Mohammed VI a livré, par la voix de son Conseiller, M. André Azoulay, un message puissant, esquissant une feuille de route audacieuse pour le financement du développement africain. Entre plaidoyer pour une souveraineté économique accrue, exemples concrets de l'engagement marocain et appel à une réforme de l'architecture financière mondiale, ce discours pourrait marquer un tournant. Décryptage d'une vision royale qui ambitionne de redéfinir les termes du partenariat entre l'Afrique et le reste du monde, et au sein même du continent.

Un discours cadre dans un contexte de polycrises et d'opportunités

Le choix de Marrakech pour accueillir l'édition 2025 du Forum « Ibrahim Governance Weekend » n'est pas anodin et témoigne de l'importance croissante du Maroc dans les dynamiques africaines contemporaines. En accordant son Haut Patronage à cet événement et en confiant la lecture de son message à André Azoulay, Conseiller reconnu pour ses réseaux diplomatiques étendus, le Roi Mohammed VI confirme la volonté du Maroc de jouer un rôle moteur dans les réflexions sur la gouvernance continentale.

Le contexte global qui sous-tend ce discours révèle toute sa pertinence stratégique. Les « crises internationales multidimensionnelles » évoquées par le souverain marocain – sanitaire, climatique, géopolitique – ont effectivement exacerbé les vulnérabilités structurelles du continent africain. L'aggravation des disparités entre pays et régions, conjuguée à l'éloignement progressif des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030, créent un contexte d'urgence propice aux propositions refondatrices.

Cette conjoncture particulière offre au Maroc une fenêtre d'opportunité remarquable pour affirmer sa vision d'une Afrique « maîtresse de son destin ». Le discours royal transcende ainsi le simple exercice protocolaire pour s'ériger en manifeste politique, porté par une rhétorique de la responsabilisation collective qui rompt avec les registres victimaires traditionnellement associés aux discussions sur le développement africain.

[Lire la suite](#)



L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHÂÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

LE BLANCHIMENT DE RÉPUTATION : COMMENT LE QATAR S'OFFRE UNE VIRGINITÉ MÉDIATIQUE AVEC LE PSG

Et pendant ce temps, on nous brandit un rapport parlementaire sur les Frères musulmans...

Le Qatar utilise le PSG pour blanchir sa réputation en France, pendant que le Parlement dénonce l'influence des Frères musulmans sans le nommer.

Il y a le blanchiment d'argent que tout le monde connaît. Et puis, il y a son cousin discret, élégant, presque séduisant : le blanchiment de réputation. L'un lave les billets, l'autre redore les images. Et le Qatar, en la matière, est un expert. Derrière les projecteurs du Parc des Princes, les sourires diplomatiques et les maillots floqués "Mbappé", se joue une stratégie bien plus profonde qu'une simple passion pour le football. Pendant que la France applaudit les performances du PSG, un rapport parlementaire dénonce les influences des Frères musulmans. Mais sans jamais nommer l'un de leurs plus anciens alliés supposés : le Qatar lui-même.

En rachetant le Paris Saint-Germain en 2011, le Qatar n'a pas simplement investi dans un club de football. Il a acheté un bâton de maréchal diplomatique. Le Qatar, petit État gazier du Golfe, veut exister au niveau mondial. Pas par sa taille, mais par son image. Alors on aligne les millions pour bâtir une équipe de stars, construire une légende, attirer la jeunesse, faire battre les cœurs. On ne parle plus que de buts, de trophées, de mercato.

Mais tout cela, c'est de la stratégie. Car pendant que l'Europe regarde le terrain, elle oublie ce que l'on sait depuis longtemps : le Qatar est aussi l'un des principaux bailleurs de fonds idéologiques du monde arabo-musulman. Notamment à travers son soutien historique aux Frères musulmans, réseau politique et religieux transnational que la France surveille de très près.

Le 27 mai 2025, un rapport parlementaire français tire la sonnette d'alarme sur l'implantation insidieuse des Frères musulmans en France. Il évoque des réseaux, des influences, des financements venus de l'étranger. Mais ne prononce jamais clairement le mot "Qatar", préférant évoquer de vagues "pays du Golfe".



Pourquoi ce flou ? Parce que le Qatar est devenu un partenaire économique et stratégique. Trop précieux pour être froissé. Trop influent pour être pointé du doigt. La diplomatie française joue donc sur deux tableaux : dénoncer les effets tout en caressant la cause.

Le Qatar ne se limite pas au PSG. Il possède beIN Sports, influence la FIFA, a organisé une Coupe du monde entachée de scandales, mais largement "lavée" par le succès populaire. Il a également investi massivement dans l'immobilier, les musées, les think tanks européens. À chaque fois, la même logique : acheter une part du récit occidental, devenir incontournable, séduisant, fréquentable.

[Lire la suite](#)

MARQUES ET ÉMOTIONS : POURQUOI NOUS LEUR CONFIONS NOS RÊVES ?

Le 20 septembre 2024, une foule massive s'est formée devant l'Apple Store de la 5e avenue à New York, un spectacle devenu presque rituel lors du lancement d'un nouvel iPhone. Cet engouement ne se limite pas à une simple transaction commerciale ; il témoigne d'un lien émotionnel profond entre les consommateurs et les marques. Mais qu'est-ce qui explique cette fascination ?

La magie des marques : des logos qui racontent des histoires

Selon le professeur de marketing Benoît Heilbrunn, une marque représente bien plus qu'un simple logo ou un produit. C'est un système symbolique complexe chargé d'histoires, de valeurs et d'aspirations. L'origine des marques remonte à l'Antiquité, où elles servaient à identifier les artisans. Aujourd'hui, elles engagent un savoir-faire et promettent une qualité, tout en incarnant une identité qui résonne avec les consommateurs.

Dans un monde où nous sommes bombardés de messages commerciaux, la bataille pour l'attention se joue sur la capacité à créer des connexions émotionnelles. Le passage au libre-service au XIXe siècle a transformé la manière dont les marques interagissent avec les consommateurs. Le packaging est devenu un intermédiaire essentiel, remplaçant le vendeur et développant des figures emblématiques comme Bibendum, créant ainsi une complicité affective.

Les marques ont également élargi leur influence en s'invitant dans diverses sphères de la vie, des clubs sportifs aux personnalités politiques. Raphaël Llorca, expert en communication, souligne que le branding est désormais une forme de narration qui façonne notre perception du monde. Par exemple, le président français Emmanuel Macron a habilement utilisé des stratégies de marketing pour construire son image politique, transformant son projet en un univers symbolique captivant.



Les marques ne se contentent pas de vendre des produits ; elles participent activement à la création de nos représentations sociales. Par leur communication, elles façonnent nos désirs et nos modes de vie. Prenons l'exemple d'Ikea, qui promeut un modèle familial idéal à travers ses publicités, ou Tinder, qui redéfinit le célibat en le présentant comme un choix valorisé. Ces choix ne sont pas anodins ; ils révèlent des idéologies sous-jacentes qui influencent notre quotidien.

Au final, le lien qui unit les consommateurs aux marques réside dans leur capacité à raconter des histoires et à incarner des valeurs. Dans une société en quête de sens, les marques deviennent des acteurs culturels essentiels, offrant des repères et inspirant des choix. En consommant, nous achetons non seulement des produits, mais aussi des idées sur nous-mêmes et sur le monde qui nous entoure.









 @lodjmaroc

ILS ONT OSÉ RIRE DES MORTS DE GAZA : UN GALA INDÉCENT À PARIS EN SOUTIEN À L'ARMÉE ISRAËLIENNE

Un gala à Paris en soutien à l'armée israélienne a tourné au scandale : rires sur Gaza, blagues sordides, et silence assourdissant des autorités.

Un gala de l'indécence morale

À Paris, le lundi 27 mai, un gala privé s'est tenu pour soutenir l'armée israélienne. Mais ce n'est pas tant la nature du soutien militaire qui choque – dans un monde où les alliances sont souvent troubles – que le profil des invités et la teneur des discours.

Car il ne s'agissait pas d'un simple dîner caritatif : ce fut une soirée de provocations assumées, de railleries glaçantes et de blagues douteuses sur les civils tués à Gaza. Le tout en présence d'un aéropage bien connu de l'extrême droite française : essayistes identitaires, journalistes de chaînes d'opinion, anciens conseillers ministériels, influenceurs au rire gras. Une soirée où la barbarie semble devenue divertissement, où la mort de milliers de Palestiniens a servi de fond sonore à des toasts en faveur d'une armée accusée de possibles crimes de guerre.

Ils ont osé »... C'est la formule qui s'impose. Oser ricaner pendant que des corps d'enfants sont extraits des décombres. Oser applaudir des tirs de drones et saluer la "précision chirurgicale" de bombes larguées sur des écoles. Oser enfin, au cœur de Paris, ville des droits de l'homme, organiser une fête au nom d'un soutien militaire, comme si les règles du droit international n'étaient qu'une suggestion sans conséquences.

Selon plusieurs sources concordantes, ce rassemblement s'est tenu dans une salle parisienne huppée, protégée de toute contre-manifestation. Il aurait été organisé par un réseau informel de soutiens à l'État israélien, mais cette fois de manière explicite à l'armée elle-même. Sur scène : de prétendus "humoristes" qui se sont permis des jeux de mots sordides sur les hôpitaux ciblés. Dans la salle : des rires enregistrés, des applaudissements nourris, et une ovation à chaque mention de Tsahal.

Présents dans la salle, plusieurs personnalités connues pour leurs positions radicales sur la question israélo-palestinienne. Parmi elles : des chroniqueurs habitués des plateaux télé, des membres de think tanks néoconservateurs, et même quelques figures politiques françaises aux relents islamophobes à peine voilés. L'événement, selon les témoignages recueillis, a rapidement tourné à la célébration militariste, avec des prises de parole saluant « le courage des soldats israéliens qui nettoient Gaza maison par maison ».



[Face à cet étalage d'obscénité, le député de La France Insoumise, Aymeric Caron, a décidé d'agir. Il a saisi le parquet national antiterroriste pour apologie de crimes de guerre, se disant « profondément choqué par cette normalisation d'un discours génocidaire dans une capitale européenne ». Il ne s'agit plus de divergences géopolitiques, mais d'un basculement moral, selon lui.

La justice française, jusqu'ici prudente voire frileuse sur ce terrain, se trouve face à un dilemme historique : laisser impuni un événement qui flirte avec la provocation à la haine, ou affirmer clairement les limites de la liberté d'expression quand celle-ci se fait célébration de la mort.

Le plus glaçant n'est peut-être pas ce gala lui-même, mais le silence complice qui l'a entouré. Aucune réaction du gouvernement Français.

Aucun communiqué officiel. Silence radio des grandes rédactions nationales, pourtant promptes à dénoncer d'autres formes d'extrémisme. Ce deux poids deux mesures abîme la parole publique. Que dirait-on si un gala de soutien au Hamas avait été organisé à Marseille, avec blagues sur les civils israéliens ?

La République Française est-elle devenue sourde lorsque le scandale ne vient pas du camp qu'elle a désigné comme infréquentable ? Peut-on rire de la mort, tant qu'on le fait dans les salons dorés et non dans les rues populaires ?

Rédigé par Adnane Benchakroun

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

GAZA : MASSACRE PLANIFIÉ ET TRAGÉDIE HORS NORME D'UN PEUPLE PRISONNIER D'UN EMBALLEMENT GÉNOCIDAIRE

Selon l'armée israélienne, seulement 0.25% de la population gazaouie a pris part aux attaques et massacres du 7 octobre. Pourtant, pour le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu, les gazaouis doivent tous mourir.

"Ils voulaient simplement vivre, aimer, respirer, comme vous, comme moi." Mahmoud Darwich, poète palestinien

Depuis quelques mois, le mot génocide s'impose peu à peu à plusieurs niveaux et à l'échelle internationale, et ce sans complexe, pour désigner les massacres quotidiens en cours à Gaza.

Massacres prétendument en représaille aux attaques et massacres commis contre les civils innocents des Kibboutz autour de Gaza le 7 octobre 2023. La Commission d'enquête de l'ONU a par exemple accusé en mars dernier Israël de commettre des actes génocidaires à Gaza, faisant écho aux arrêts rendus notamment par la Cour Internationale de Justice CIJ et aux mandats émis par la Cour Pénale Internationale, deux institutions Onusiennes de plus en plus au devant de l'actualité. Le terme "génocide" est défini par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée par l'ONU en 1948 et désigne "tout acte commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux."

Ce mot terrible n'est pas employé à la légère. Mais les faits survenus dans la bande de Gaza depuis octobre 2023 rendent son usage de plus en plus difficile à éviter. Depuis le début de la campagne militaire israélienne, Gaza est devenue l'un des territoires les plus meurtris de l'histoire contemporaine.

Sur une enclave de seulement 350 km² (la taille de la préfecture de Casablanca à peu près), peuplée de 2,3 millions d'habitants, près de 70 000 personnes ont été tuées en un an et demi. Selon The Lancet, en janvier 2025, ce chiffre pourrait être sous-estimé de 40 %, ce qui porterait le bilan réel à plus de 100 000 morts. L'ONU confirme une surmortalité écrasante, en particulier chez les femmes et les enfants, vecteur principal de la croissance démographique.

Ces chiffres sont ceux du Ministère de la santé de Gaza, annexe du Ministère de la santé Palestinien dont le siège est à Ramallah. Des chiffres reconnus et confirmés par l'OMS et les Nations Unies, ainsi que par plusieurs ONG et acteurs humanitaires internationaux. Plus personne ne les remet en cause. Gaza compte aujourd'hui le taux d'enfants amputés le plus élevé au monde.

[**Lire la suite**](#)



Plus de 130 000 blessés sont recensés, dans un territoire cloisonné, privé d'eau, d'alimentation, de soins et d'équipement médical. Depuis la reprise par Israël du corridor de Philadelphie, même la frontière égyptienne est verrouillée. La population, totalement enfermée, n'a aucune possibilité de fuite. La ville est ravagée, la population entière n'a quasiment plus de toit, d'emploi, d'avenir. Plongés dans un cauchemar collectif, les gazaouis sont humiliés, brisés quand ils ne sont pas achevés par des missiles de plusieurs mètres de long, interdits d'usage contre une population civile désarmée au regard du droit international.

Le gouvernement israélien quand à lui affirme agir en réponse aux attaques du Hamas du 7 octobre. Mais l'ampleur de la riposte défie toute logique militaire. Ce jour-là, seulement 6 000 Gazaouis ont franchi les barrières de sécurité, dont 2 000 civils au maximum. 99,75 % de la population gazaouie est restée sagement chez elle.

Pourtant les barrières ceinturant la bande de Gaza ont été rompues pendant 48 heures, sans que les masses gazaouies ne déferlent en vagues humaines sanguinaires pour massacrer les civils israéliens. Une réalité bien loin du narratif relayé par les média occidentaux d'une population araboislamique assoiffée de sang.

GAZA , PIRE QU' AUSCHWITZ !

Ce serait faire preuve de négationnisme que de comparer Gaza à Auschwitz car bien évidemment dans l'enclave palestinienne la situation est certainement bien pire avec un blocus insoutenable comme moyen de famine et outil d'extermination !

77 ans de Nakba

En France , certains estiment que Thierry Ardisson n'aurait pas dû comparer la tragédie qui se déroule dans la bande de Gaza , devant les yeux du monde, quoique à huis clos, à Auschwitz !

Sauf que depuis quelques semaines, des voix s'élèvent pour dénoncer le génocide en cours exécuté par l'armée israélienne et la famine et les destructions favorisées par le gouvernement Netanyahu.

Et ils subissent les foudres des médias et de la classe politique, avocats du diable et des démons de Tel-Aviv, qui les traitent de soutiens du Hamas dans une forme de terrorisme implacable qui s'érige comme défenseur d' Israël et qui impose de fermer les yeux sur tous les crimes atroces et horribles commis par Tsahal !



Et il faut souligner que même Emmanuel Macron n'échappe pas à cette règle à chaque fois qu'il rappelle à l'ordre Netanyahu ! Au début , juste après la réponse disproportionnée de Tel-Aviv, des personnalités comme Edwy Plenel , Dominique de Villepin, Aymeric Caron et Jean Luc Mélenchon, pour ne citer que les français ou les parisiens, avaient osé défier le silence et les lignes rouges imposés par le diktat de la nomenklatura politico-médiatique qui sévit en France, faisant la pluie et le beau, et se faisant l'avocat de l'indéfendable Etat hébreu..

Et depuis, des collectifs de juifs et des stars sont montés au créneau en Amérique pour dénoncer les crimes commis par la machine de guerre sioniste hors-la-loi et immorale, hurlant et que ces horribles atrocités ne soient commis en leur nom !

D'autres pays , comme l'Espagne, l'Irlande ou la Norvège ont dénoncé la complicité des autres pays occidentaux et ont annoncé leur reconnaissance d'un état palestinien indépendant.

Il y a un sursaut certain et un certain réveil des consciences, et de véritables actes de résistance par rapport à la lâcheté et l'hypocrisie de beaucoup.

Oui , effectivement un acte héroïque de résistance car pour faire carrière en politique, en littérature, dans le cinéma, les médias et les divertissements il vaut mieux ne pas critiquer Israël et encore moins reconnaître à la résistance palestinienne quelque légitimité ou une quelconque urgence morale et de conscience universelle.

Pendant ce temps, Trump au Golfe !

Il se peut qu'il y ait des divergences profondes entre Netanyahu et la Maison Blanche, et il se peut qu'il y ait des conflits non déclarés entre le clan des trumpistes et les lobbies sioniste et juif américains , mais il y a actuellement une certitude intrigante concernant une course contre la montre à propos ce qui se passe au Proche-Orient et plus particulièrement dans la bande de Gaza et accessoirement, dans tous les territoires palestiniens occupés en Cisjordanie.

Dans cette course contre la montre , Netanyahu s'empresse d'occuper militairement l'enclave palestinienne et c'est ce qui explique pourquoi Tsahal assassine chaque jour une centaine de gazaouis.

Cette course contre la montre concerne surtout la maison blanche qui est parfaitement consciente que Donald Trump aura les mains libres et les pleins pouvoirs , au moins , jusqu'aux élections de mi-mandat !

Et d'ici là, il est tenté d'occuper la bande de gaza et d'y imposer une " zone libre"!

Et d'après ce qui s'est tramé lors de la tournée du président américain en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Emirats , ce sont les monarchies du Golfe qui décideront du sort de Gaza !



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

المرض النفسي كأداة نزع الشرعية في الخطاب السياسي: قراءة في ضوء علم النفس الاجتماعي في السياق المغربي

استخدام مفاهيم الصحة النفسية كوسيلة للتقليل من شأن الخصم السياسي لا يعد فقط انزلاقا لغويا، بل يمثل شكلا من أشكال الوصم الجماعي. فالتوصيف المرضي يحمل دلالة سلبية ثقيلة في التمثلات الاجتماعية، حيث يربط المرض النفسي غالبا بعدم الاستقرار، بالضعف وبالخروج عن المألوف. وحين يستخدم هذا الوصف في المجال السياسي، فإنه لا يستهدف فقط الأشخاص المعنيين، بل يعيد إنتاج نظرة نمطية تجاه كل من يعاني من اضطرابات نفسية، ويرجع بنا إلى مرحلة كان ينظر فيها إلى الإضطراب النفسي على أنه وصمة تُخفى ولا تُفهم.

هذا الخطاب يعزز ما يسميه علم النفس الاجتماعي بمنطق التمييز بين الجماعات، حيث يُرسخ الفاصل بين "نحن العقلانيون" و"هم المختلون"، في نوع من الاستقطاب الرمزي الذي يضعف جودة النقاش العمومي. وبدلا من الانخراط في حوار عقلاني قائم على الحجة والبينة، يتم اختزال الاختلاف في سمة مرضية تستخدم كسلاح رمزي لنزع الشرعية.

من جهة أخرى، يؤدي هذا النوع من التصريحات إلى تشويش الصورة العامة للممارسة السياسية، ويُقوض ثقة المواطن في المؤسسات والخطابات الرسمية. كما يحدث أثرا سلبيا على فئة واسعة من المواطنين المصابين فعلا باضطرابات نفسية، الذين قد يشعرون بإقصاء مضاعف بسبب استخدام معاناتهم كأداة في الصراع السياسي.



ولعل هذا الحادث يبرز الحاجة الملحة إلى تحسين جودة الخطاب السياسي، سواء من حيث المفردات أو من حيث احترام القيم الإنسانية في النقاش العمومي. فاستعمال مفاهيم تنتمي إلى حقل علم النفس، دون وعي بسياقاتها أو بحمولتها الأخلاقية، لا يساهم فقط في تدني مستوى الخطاب، بل يشرعن أيضا ثقافة التحقير بدل ثقافة الاختلاف.

إن السياسة، في أنقى صورها، يجب أن تكون ساحة لعرض المشاريع وتداول الأفكار، واحترام الكرامة الإنسانية. أما اللجوء إلى خطاب الوصم والتهجم، فهو ليس فقط مؤشرا على تدهور نوعي في النقاش السياسي، بل هو أيضا خطر حقيقي على النسيج الاجتماعي، وعلى تمثيلات الأفراد حول الصحة النفسية والديمقراطية.

مؤتمر الأنوار

بعد طول صمت وتردد، قرّر الشهداء عقد مؤتمر استثنائي في السماء السابعة، حيث النور لا ينطفئ، وحيث الأرواح تلتقي بعيداً عن زيف الأرض وخداع حكامها. هناك اجتمعت أرواح الشهداء في فضاء مهيب، تضيئه أنوار تجمع بين دفة الشمس وصفاء القمر، لتدارس ما آلت إليه أوضاع الوطن الذي ضحوا من أجله والدماء التي سالت على ترابه من أجل الكرامة والحرية.

شكلت لجنة تنظيمية بسرعة، وجهت الدعوات، ورتبت أماكن الاجتماع، وتحققت من هوية القادمين. المفاجأة كانت صادمة: عدد الشهداء لم يتجاوز نصف مليون، بينما كان الاعتقاد السائد أن عددهم يفوق المليون والنصف. في تلك اللحظة، خيم صمت مؤلم، وكأن الأرواح تساءلت في دهشة: "أين بقيّة من زعم أنهم ماتوا في سبيل الوطن؟ هل اختلطت دماء الضحايا بدماء الجلادين؟" جلس الجميع، وجوه مضيئة، وعيون تحمل مزجاً من الأمل والخذلان. بدأ النقاش واستُعيدت الذكريات: أيام النضال، ساحات الكفاح، السجون، الرصاص، والصمت الطويل الذي تلا كل جنازة. لم يكن اللقاء عادياً. كان محمّلاً بالأسى والأسئلة الكبرى.

وصل بعض الرؤساء السابقين للمشاركة. تقدم أحدهم للحديث، لكن تم رفضه فوراً من قبل المؤتمر. لقد أضرّ بالثورة، سجن رفيقه، دخل في عنادٍ سياسي عقيم، وأضاع سنوات من عمر الوطن. جاء آخر، فوجد نفسه في قفص الاتهام: عشرية دموية كانت عنوان حكمه، سقط فيها مئات الآلاف من القتلى. قرر المؤتمر اعتبار قتلى تلك العشرية شهداء، سمح لهم بالحضور ولكن حُرِّموا من التصويت، لأنهم كانوا ضحايا وليسوا فاعلين. تم التعهّد بملاحقة القتلة وتقديمهم لمحاكمة رابطة بمساعدة من الملائكة.

ثم دخل الرئيس الذي جاء على كرسي متحرك، مدّعياً أنه خُدع، وأن نيته كانت الإصلاح، وأن وليته الخامسة جاءت بناءً على رغبة شعبية. نظر إليه الشهداء لحظة، ثم قرروا إبعاده وتقديمه للمحاكمة، معتبرين أن شهداء العشرية سيكونون شهوداً وقضاة.

في خضمّ النقاش، وصلت برقية في غلاف أنيق، كُتب عليه أنها صادرة من "الدولة القوية" صاحبة أقوى اقتصاد في العالم. تحدّثت عن الطواوير باعتبارها ظاهرة إنسانية، وعن شراء الألباش كمبادرة جيدة رغم الفوضى، وأكدت أن تطويق البلاد مؤامرة خارجية. تحدّث صاحب البرقية عن تحلية البحر، وإنجازات اقتصادية تتجاوز أوروبا، وختم بطلب التصفيق، وتخصيص مقعد له بصفته "أحسن الرؤساء".



درست اللجنة البرقية... وقررت بالإجماع إرجاعها مع ملاحظة وحيدة مكتوبة بخط غليظ: "يُحال على المستشفى المختص...".

انطلقت المداخلات. كل شهيد عبّر عن وجهه، عن خيبة روحه. قال أحدهم:

"شهادتنا تُمرّغ في التراب... تُذكر بلا مناسبة... أصبحنا سلعة يتاجر بها الصوليون... صرنا قميصاً يترنّ به الطامعون... تُستغلّ تضحياتنا في المسرح السياسي القذر... حسبني الله ونعم الوكيل."

وقف الجميع للصلاة. أذن الملائكة، وعمّ الصمت. تصرّعوا لله من أجل تغيير المنكر، وإعادة الكرامة لدمائهم.

ثم دوى صوت عظيم من السماء:

"أيها الشهداء... لا حول ولا قوة إلا بالله... وصل قصدكم... ستتغير الأمور... سيرحل المتسلطون... ستتطهر الأرض... أنتم في النعيم... بشاركم."

صاح الجميع: "الله أكبر... مدينة وليست عسكرية".

قرروا الصلاة حتى سقوط العسكر. اقترح بعضهم الاعتصام في السماء حتى رحيل العصاة. حقّت الطبول، وردد الملائكة بشارة السماء: "الفرج قريب...".

وانتهى مؤتمر الأنوار.

بقلم: الصديق معينو

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

الإقلاع الاقتصادي والنهضة التنموية تبني برأسمال وطني

أما الشركات الأجنبية العملاقة تستنزف الاقتصاد الوطني وتمتصه "بوسيلة ناعمة"؟؟

نبدأ هذا المقال بسؤال يتجلى ، في ما قامت به الحركة الوطنية والفصيل الديمقراطي والبرجوازية الوطنية حيث طرحت في بداية الاستقلال لبناء اقتصاد وطني قومي برأس مال محلي يتجلى في "نظرية المغرية" ، تم نظرية الأرض لمن يحرقها والمعامل للعمال والسلطة التدييرية للشأن العام للشعب بواسطة انتخابات نزيهة حرة تعبر عن الإرادة الحقيقة للجمهور؟ هذا ما أكدته حزب الاستقلال في أحيائه الثقافية والفكرية كأيدولوجية مذهبية . تم اعتماد عملة وطنية لا تكون تابعة لأي دولة ولهذا تم تحرير الدرهم المغربي عن الفرك الفرنسي ودخلت هذه العملية في إطار السيادة الوطنية أيام حكومة حزب الاستقلال ووزيرها الأول عبد الله إبراهيم ووزير المالية عبد الرحيم بوعبيد إذن لماذا أخذت الحركة الوطنية هذه المواقف وناضلت من أجل ذلك ؟



أن تجارب الشعوب في نهضتها التنموية بنيت على الاستقلال الاقتصادي الوطني لكي لا تغرق البلد في تسديد دين خارجي أو استغلال لمقدرات الوطن طويلة الأمد.

إن الشعوب في نهضتها أعطت المبادرة والابتكار والخلق والإبداع للاستثمار المحلي وإلى الكفاءة الوطنية وإلى العنصر البشري المغربي الذي برهن طوال التاريخ على منهجية النزوح إلى الاستقلال السياسي والاقتصادي بالاعتماد على إمكانياته الذاتية والموضوعية والواقعية السياسية والاقتصادية لتسخير الإمكانيات المغربية الثروات الطبيعية أي المعادن والمناجم والثروة الوطنية سواء فوق الأرض أو تحتها أو الثروة السمكية يجب أن تكون رهن إشارة المواطنين المغاربة أولا سواء مستثمرين أو مصدرين أو أصاب مشاريع كبرى وإن الحكومة تكون هي الأولى الضامنة والساهرة على تلك المبادرات والمشاريع لحمايتها وتشجيع الاستثمار الداخلي الوطني وصونه.

أن جلالة الملك في رؤيته المستقبلية والتي نستشفها من كل الخطابات السامية سواء في الأعياد الوطنية أو في افتتاح البرلمان المغربي كلها تدعو إلى تشجيع الاستثمار الداخلي وإبراز الكفاءة المغربية في هذا الاتجاه خاصة سواء بنظرة الانفتاح الاقتصادي المغربي أو القيام بإنشاء مراكز اقتصادية أو أقطاب اقتصادية كبرى سواء في الشمال المغربي أو على طول الساحل الأطلسي في الجنوب وهو بمثابة بناء فضاء مشترك بين أفريقيا وأوروبا وسيكون المغرب ملتقى اقتصاديات هذه القارات خاصة الدول التي تشارك المملكة المغربية في هذه النظرة الاقتصادية المستقبلية المشتركة وخلق فضاء أفريقي مشترك للحد من الهجرة السرية وتثبيت الشعوب داخل إطار الجغرافي بخلق تنمية مستدامة ، والقيام بطول أمد الاستراتيجية الوطنية البعيدة المدى لبناء اقتصاد قوي متجدد لاتفاقيات ومبتكر في خططه الاقتصادية وكشوفات مبادراته القابلة للتطبيق. أن الحكومة يجب أن تكون منسجمة مع هذا الطرح في المنهجية الاقتصادية للعهد الجديد، عهد المبادرة الوطنية للتنمية البشرية وعقد ورش الملكي للحماية الاجتماعية ، وكذا الورش السياسي للعدالة الانتقالية الغير المسبوق في الزمن السياسي الإقليمي أو الجهوي . في المنطقة المغاربية والعربية تم عهد بناء الدولة الاجتماعية ، ولهذا يجب أن تكون الحكومة المغربية متحمسة لدفع الرأس مال الوطني للقيام بالمشاريع الكبرى سواء طرق سيار، موانئ أو معامل التلفيف والتكرير أو بناء أحواض السفن لصناعة السفن التجارية والبحرية تبعا للتوجهات السامية لجلالة الملك محمد السادس إنشاء أسطول بحري تجاري وتنافسي بمقدرات مغربية وإمكانيات ذاتية وهذا ليس بعزيز على الصانع والحرفي المغربي الذي راكم تجربة كبرى في هذا المجال . والهدف هو تحقيق الأمن الغذائي والاكتفاء الذاتي لأن التوجه إلى استعمال السفن الأجنبية في تصدير مقدراتنا من المواد والسلع إلى الخارج له نتائج محدودة جدا بل ضعيفة . لا تشكل سوى 5 في المائة بالمقارنة مع وسائل النقل الأخرى كالتائرات أو الشاحنات . أن تجربة سنغافورة وماليزيا وتايوان في الاعتماد على الذات وعلى الاقتصاد الداخلي وعلى الرأس مال الوطني والمحلي وربطه بالتعليم النافع . أعطى دفعة قوية في ظرف وجيز ولهذا يجب أخذ المثل في هذا الاختيار في الاستقلال الاقتصادي للوطن وتلافى التبعية الاقتصادية للأجانب .

لهذا ان الوزارة المعنية والقطاع المعني ببناء أحواض السفن لصناعة السفن التجارية والبحرية أن يفتح نقاش للمستثمر المغربي - المغربي حول للقيام بهذه المشاريع الكبرى التي ستكون انطلاقة مهمة للحفاظ على الاستقلال التجاري للمصدرين المغاربة بسلع مغربية بأسطول من صنع المغاربة . بحيث تحقق الصادرات من مجموع ما يصدر على ظهر البواخر الأجنبية 5 في المائة سنة 2023 . بالمقارنة مع الثلاثين سنة الماضية 25 في المائة عندما كان للمغرب أسطول تجاري يوجب كل الباطل في إطار ملحة تجارية نشطة .

أن الحديث اليوم عن عملية التنشيط لهذه المشاريع تكمن عند أهل الاختصاص في التجار والمستثمرون والمصدرون والصانع الكبار، مغاربة بإمكانهم بناء سفن تجارية طولها أكثر من 120 مترا وعرضها عشرة أمتار. وعلى سبيل المثال لا الحصر.

اقرأ المزيد

هجرة الأطباء المغاربة...نزيف آن له ان يتوقف

غالبًا لما يُطرح موضوع هجرة الأطباء المغاربة إلى الخارج للنقاش، ننساق وراء جدل ظل وفيًا لمنطق قديم: التباكي والأسف، ووعظ بدون حدود، دون أن نغوص فعليًا في جوهر الأزمة. لكن، في خضم هذا السياق، نظم الفريق الاستقلالي بمجلس المستشارين ندوة جريئة تحسب له، قد كسرت هذا النمط المألوف من المقاربات، وطرحت الموضوع بشجاعة وعمق، كاشفة عن تداخله المعقد مع قضايا التكوين الطبي، والأنظمة الصحية، والهشاشة المؤسساتية. لقد خرجت هذه الندوة عن النمط الإنشائي البلاغي الاستعراضي، واقتربت أكثر من مكامن الخلل، ما جعلها نقطة ضوء في نقاش ظل لسنوات أسيرًا لخطاب المظلومية أو التبرير.



نحن لا نواجه مجرد "نزيف" بالمعنى المجازي، بل هدرًا مؤسسيًا ممنهجًا للكفاءات، يجعل من الطبيب المغربي سلعة قابلة للتصدير في سوق عالمي يعرف تمامًا كيف يصطاد العقليات المتميزة. لكن، وقبل أن نواصل جلد الذات، يجب أن نعترف: الظاهرة عالمية، وهجرة الأطباء ليست حكرًا على المغرب أو حتى على دول الجنوب. فالمشتغلون في المهن الطبية هم من بين أكثر الفئات ترحالًا وتنقلًا عبر العالم. والسبب؟ ربما يكمن في قسم أبقراط ذاته، الذي لا يُقسم فيه الطبيب على خدمة الوطن، بل على خدمة الإنسان. الطبيب بطبيعته، لا يعترف بالحدود السياسية أو الهويات المغلقة؛ أينما وُجد الألم، وُجد هو، وأينما طُلب منه أن يُنقذ حياة ويؤدي رسالته بإتقان، ذهب. إنها نفسية مهنية كونية، لا تُلجم بالعرق، ولا بالدين، ولا حتى بالانتماء الوطني.

في مقابل هذه الرؤية الإنسانية الواسعة المتحررة التي يحملها الطبيب، نجد رؤية ضيقة يحملها البعض من السياسيين والدقّتصديين والإداريين، تُحمّل الكفاءات مسؤولية الرحيل بدل أن تُحاسب وتنقد بجد السياسات التي دفعتها للمغادرة. من هنا تنشأ المفارقة: من يخدم البشرية يصفه البعض بأنه قد أدار ظهره للوطن، بينما الحكومات، ولا أقول الوطن، لم توفر له الحد الأدنى من مقومات الممارسة والكرامة.

الأرقام صادمة جدًا. إذ تشير المعطيات المحدثّة إلى أن المغرب يتوفر فقط على 30 ألف طبيب، أي ما يعادل 7.5 أطباء لكل 10,000 نسمة. في حين توصي منظمة الصحة العالمية بحد أدنى يبلغ 25 طبيبًا لكل 10,000 نسمة. وفي مقابل هذا الخصاص البنيوي، نجد أن حوالي 15 ألف طبيب مغربي يعملون في فرنسا وحدها، منهم 7 آلاف متخصص. والأسوأ أن عدد الأطباء الأجانب الذين طلبوا العمل في المغرب بعد فتح المجال أمامهم، لم يتجاوز 50 طبيبًا فقط، معظمهم من دول إفريقية وعربية. هذه الأرقام لا تُظهر فقط ضعف الجاذبية الطبية للمغرب بل تعري خللًا في السياسات الصحية وفي الرؤية الاستراتيجية والتعليمية.

الطب اليوم يعيش في قلب ما يمكن تسميته بـ"السيولة المهنية" في زمن العولمة. الكفاءات تنتقل بحرية عالية، والأنظمة الصحية في الشمال تستفيد من أطباء مكوّنين على حساب دافعي الضرائب في الجنوب. لكن هناك جانب مظلم لهذه العولمة: الدول المتقدمة، التي تُحكم إغلاق حدودها في وجه الهجرة غير النظامية، لا تجد حرجًا في استقطاب الكفاءات من الدول النامية دون تعويض أو شراكة عادلة. وما يزيد الطين بلّة أن هذه الدول تواجه أزمات ديمغرافية خطيرة: شيخوخة السكان، تضرر طبي في مناطق نائية، وعزوف متزايد عن دراسة الطب بسبب كلفته ومدة تكوينه الطويلة. والنتيجة؟ نهب منظم لكفاءات دول الجنوب التي تُكوّن وتُعد، بينما تُستغل دون مقابل. لذلك لا مفر من فتح نقاش عالمي وأخلاقي وعملي حول آليات عادلة لتوزيع الكفاءات وتبادلها، بما يُنهّي منطق "الاستقطاب دون التزام".

اقرأ المزيد

فجوة في الخطاب : لماذا فشلت النخب في استعادة ثقة الجيل الجديد؟

الجميع يتحدث عن "استعادة الثقة"... لكن لا أحد مستعد فعلياً للحديث مع الشباب بلغتهم أو في فضاءاتهم. في كل ندوة، وكل مؤتمر، وكل خرجة إعلامية، تتكرر المفردات ذاتها: عزوف الشباب عن السياسة، نسب امتناع قياسية، فقدان الثقة في المؤسسات، الأرقام واضحة، والتقارير متوفرة، كآخر تقرير للمندوبية السامية للتخطيط الذي أكد أن غالبية الشباب المغربي لا يرغبون في التصويت، ولا في الانخراط في حزب، ولا حتى في مطاوعة من يُفترض أنهم يمثلونه

لكن هؤلاء الشباب ليسوا غائبين. إنهم موجودون، متصلون، منطرون، يمتلكون حساً نقدياً حاداً في قضايا عديدة، فلماذا إذا تبدو كل محاولات "إعادة إشراكهم" جوفاء؟

ربما لأن من يرفعون هذا الشعار لا يجرؤون على دخول عالم الشباب الحقيقي. يقولون إنهم يريدون فهمهم، لكنهم يرفضون تعلم لغتهم. يشتمون من العزوف، لكنهم لا يرون إلا انعكاسهم في المرأة.

بمجرد ما يُقترح تبسيط الخطاب السياسي ليتناسب مع المنصات الشبابية، يظهر الاعتراض المعتاد: "لن نسق النقاش!". هذه العبارة باتت رد الفعل التلقائي لدى السياسيين والمحللين والمثقفين. كأن الحديث في "تيك توك" أو "إنستغرام" أو "تويتش" يُعد نقیصة أو تفریطاً في الجدیه.

لكن من قال إن عمق الفكرة مرهون بنخوبة القناة؟ هل كان جاك دريدا سيرفض نشر أفكاره على منصة "إكس"؟ وهل كان فرانز فانون سيحتقر مقطع فيديو رأسياً مدته 60 ثانية يصل إلى مليون شاب؟



المشكلة أننا نخلط بين الوسيلة والمضمون. تبسيط سياسة التشغيل في كبسولة مرئية ليس شعبية، بل وعي بضرورة إيصال الرسالة. أن نتحدث بلغة الجمهور لا يعني أنك أقل نضجاً، بل أنك أكثر مسؤولية.

الشباب لا يطلبون منا أن نتنازل عن الذكاء، بل عن التعالي. لا يريدون أن نخطبهم بلغة خشبية أو بأسلوب أستاذي. يريدون كلماتهم، وإقناعهم، وصيغتهم، لكن دون استعلاء.

ما تواجهه هذه الفئة هو تناقض قاتل: "تحدث، لكن لا هكذا، لا هنا، لا بهذا اللباس، لا بهذا الأسلوب"، "صوتك لكن اصمت بين الانتخابات"، "انخرط، لكن لا تجلب معك موسيقاك وثقافتك".

والنتيجة؟ يعيشون نقاشاتهم في فضاءات بديلة: في مجموعات على "ديسكورد"، في أغاني الراب، في مبادرات محلية. بينما الساحة السياسية تدور في حلقة مغلقة من الوجوه والشعارات.

الشباب المغربي يتحرك في زمن آخر، بأدوات أخرى، وبمعايير صدق مختلفة: لا يريد مثاليين، بل بشراً يعترفون بالخطأ، يقولون "لا أعرف"، ويجربون.

الخلل الأساسي أن السياسة عندنا ما زالت عمودية: تُعلم ولا تُطور، تُعد ولا تُصغي، تُوجه ولا تُشارك. وعندما يُقدّم الميكروفون للشباب، يكون ذلك للعرض لا للنقاش.

لهذا، يُنظر إلى الخطاب الرقمي بعين الريبة. إذا نجحت حملة، وصفت بالشعبوية، إذا ضحكته، اتهمت بالسخافة. إذا جذبت الانتخاب، اعتُبرت خيانة للمبادئ.

لكن المشكلة ليست في "الشكل"، بل في الذهنية. نحن بحاجة إلى تغيير البراديجم، لا إلى جلب المؤثرين فحسب. نحتاج إلى شباب في مراكز القرار، لا فقط في صور الحملات.

اقرأ المزيد



33 فجوة في الخطاب : لماذا فشلت النخب
في استعادة ثقة الجيل الجديد؟

32 هجرة الأطباء المغاربة...نزيف آن له ان
يتوقف

31 الإقلاع الاقتصادي والنهضة التنموية
تبنى برأسمال وطني

29 مؤتمر الأنوار

28 المرض النفسي كأداة نزع الشرعية في
الخطاب السياسي



لودجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري
سلمى الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
وفاء - ندى دحان

إدارة فنية وتقنية :
محمد آيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma





لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc



كتاب الرأي

العدد 08 - 05 يونيو 2025

لوديجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



”فجوة في الخطاب

لماذا فشلت النخب في استعادة ثقة الجيل الجديد؟“